



Réseau Inondations
InterSectoriel du Québec

ORIENTATIONS SCIENTIFIQUES ET STRATÉGIQUES 2024-2028

Version du 1^{er} avril 2025

Introduction

Les inondations que le Québec a vécues ces dernières années ont mis les citoyens et citoyennes comme les autorités municipales et provinciales à l'épreuve à plusieurs égards. L'action des gouvernements, lors d'événements naturels d'une telle ampleur, gagne à être combinée à celle de la communauté de recherche afin de combler le déficit de connaissances et de développer des solutions concrètes et innovantes. De fait, ces épisodes d'inondations ont fait ressortir des besoins en prévention, préparation, protection et rétablissement, besoins auxquels le Réseau Inondations InterSectoriel du Québec (RIISQ) – compte tenu de ses activités et contributions depuis sa création – souhaite répondre au cours des quatre prochaines années.

Le RIISQ a été créé en 2019 dans l'optique d'étudier les phénomènes d'inondations dans toute leur complexité et intersectorialité, en incluant la participation des collectivités affectées ou potentiellement affectées, les personnes utilisatrices des résultats anticipés, les décideuses et décideurs publics, les actrices et acteurs gouvernementaux, industriels, entrepreneuriaux ou communautaires pour un modèle de recherche intégrée et coconstruite. Il s'agit également d'impliquer plusieurs secteurs de la recherche en favorisant une collaboration intersectorielle où des acteurs et actrices de tous les milieux pourront travailler ensemble à produire une recherche variée et de grande qualité sur les inondations, et plus largement sur la lutte contre les bouleversements climatiques.

Le RIISQ est financé par le Fonds de recherche du Québec (FRQ) depuis 2019. Sa subvention a été renouvelée le 9 avril 2024 par le Fonds de recherche du Québec pour une période de quatre ans (2024-2028) à hauteur de 4 millions \$.

Contexte

Depuis 2019, plusieurs bouleversements majeurs ont eu lieu et sont en cours. Nous assistons notamment à :

- 1) **Une accélération et une intensification des bouleversements climatiques** modifiant les régimes hydroclimatiques qui favorisent en particulier les alternances rapides d'excès et de pénuries de précipitations ([IPCC, 2023](#); [WMO, 2022](#); Swain et al., 2025). Au Québec, des événements hydrométéorologiques inusités sont survenus récemment : deux inondations à Baie St-Paul en 2023, des feux importants dans la forêt boréale en 2024 ([Boulanger et al., 2024](#)) et des inondations pluviales majeures à la suite de la tempête Debby durant l'été 2024 ([BAC, 2024](#)). Tout ceci témoigne de l'imminence de points de bascule de plus en plus dommageables pour les systèmes naturels et humains ([Armstrong McKay et al., 2022](#); [Ripple et al., 2023a](#) et [2023b](#)).
- 2) **Une vulnérabilité socioenvironnementale et une exposition croissantes** face aux désastres météorologiques et climatiques ([UNDRR, 2022](#); [WMO, 2024](#)) entraînent des coûts économiques qui ont plus que quadruplé au Québec en une décennie, 2024 ayant fracassé le record en matière de pertes de biens assurés liées aux phénomènes météorologiques extrêmes ([BAC, 2025](#)).

- 3) Des inégalités sociales et une iniquité face à ces bouleversements créent une **injustice climatique** très préoccupante ([Gupta et al., 2023](#); [Harland et al., 2015](#)). Tous ces bouleversements posent un défi collectif majeur, alors que les risques deviennent systémiques, extensifs et à effets dominos ([UNDRR, 2022](#)). Ce défi sociétal en est aussi un pour la recherche scientifique intersectorielle, d'où la nécessité d'accroître notre capacité à faire face à des risques en constante mutation.

Dans ce contexte de besoins multisectoriels, la recherche scientifique doit transcender les disciplines et les secteurs, et briser les silos afin de développer des espaces de collaboration démontrant une valeur ajoutée en générant des solutions innovantes face à des problèmes de plus en plus complexes. À l'instar de l'approche « Une Seule Santé » ([Shomaker et al., 2013](#)) adoptée notamment par le [réseau Précrisa](#), les universités doivent jouer un rôle fondamental dans l'élimination de ces cloisonnements, et faciliter les initiatives de recherche transdisciplinaire ([Allen-Scott et al., 2015](#)). Pour ce faire, un cadre conceptuel partagé doit guider la recherche depuis sa conception jusqu'au transfert et à l'application des connaissances. Cette approche permet d'élaborer des solutions collectives et de développer une résilience plus pérenne des organisations, des infrastructures et des milieux de vie, mais aussi de faciliter l'évaluation des nouveaux risques liés à l'eau afin d'en réduire les conséquences et en améliorer la gestion par les autorités à l'aide de données probantes régulièrement mises à jour et accessibles.

Mission

Faire appel aux nouvelles connaissances scientifiques issues du maillage entre les différents milieux et les universités afin que puissent être élaborées par les autorités compétentes des solutions concrètes et durables qui permettront la réduction des risques d'inondations et de leurs conséquences, et qui faciliteront la résilience des organisations, des communautés et des personnes vulnérables.

Vision

Devenir la référence scientifique et sociétale au Québec dans le développement et la mobilisation des connaissances de même que dans la formation de la relève et la production d'outils et de méthodes d'évaluation et d'intervention face aux inondations et à tous les aléas associés.

S'illustrer dans ce domaine de recherche stratégique afin de réduire le fossé entre la science et les décideuses et décideurs, contrer la désinformation et ainsi favoriser le développement d'une société plus résiliente face aux inondations et à leurs conséquences.

Valeurs

- **L'approche systémique** permet de couvrir l'ensemble des éléments nécessaires à une meilleure gestion de risque d'inondations et de phénomènes associés. Cette approche

systémique implique aussi un travail en amont et en aval des aléas d'inondations, incluant leurs dimensions humaines, sociales et politiques, et non pas seulement au moment de la survenue de ceux-ci.

- Une meilleure **prise en charge des populations les plus vulnérables** et les plus exposées aux risques d'inondations et de désastre est fondamentale dans un contexte de bouleversements climatiques.
- La **consolidation de l'intersectorialité** permet de s'assurer de la coconstruction des savoirs par un réseau dynamique, inclusif et diversifié, et de poursuivre les activités de transfert et de mobilisation des connaissances avec différents secteurs scientifiques et acteurs et actrices socioéconomiques (intersectoriel et intermilieu). Cette intersectorialité implique de construire des relations de confiance entre les membres de la communauté académique, les travailleurs et travailleuses de terrain, les ministères, les partenaires socioéconomiques et l'ensemble de la population.
- Le **renforcement et le développement de la mobilisation sociale** et individuelle est un élément essentiel du développement collectif, puisqu'elle permet de rassembler les acteurs et actrices et les organisations autour d'un nous collectif et favorise le passage à l'action ([Organisation CommunAgir, 2023](#)). Cette mobilisation valorise la participation citoyenne et les échanges de savoirs et de savoir-faire des secteurs habitués à travailler séparément, afin d'améliorer le volet préventif des interventions.
- La **coconstruction des savoirs** apporte un soutien aux actrices et acteurs (gouvernementaux, régionaux et locaux) impliqués dans la gestion des risques liés aux inondations en soutenant des projets de recherche spécifiques pour améliorer la mise en œuvre de solutions utiles, tangibles et durables et en communiquant la science auprès des autorités et des acteurs et actrices de terrain.

Objectifs du réseau

L'objectif principal est de contribuer au développement de recherches intersectorielles et transdisciplinaires de pointe sur la gestion des risques d'inondations et leurs conséquences en contexte de bouleversements climatiques. Le but ultime est d'apporter des réponses et d'offrir des solutions aux besoins des communautés et des individus exposés aux inondations.

Objectifs prioritaires 2024-2028

- Favoriser une meilleure gestion des risques par les autorités, par une meilleure compréhension de certains facteurs importants :
 - La **nature systémique des risques** : dans le contexte des bouleversements climatiques en cours, les risques associés touchent tous les systèmes naturels et humains et leurs interactions sont de plus en plus dynamiques;
 - Le **caractère extensif des risques** : il devient crucial de mieux gérer les catastrophes de petite ampleur, répétées ou persistantes, plutôt que de se concentrer exclusivement sur les catastrophes soudaines de grande ampleur;

- Les **impacts en cascade** : en raison des risques systémiques, les interactions et les effets multiples se renforcent;
- La **vulnérabilité** : ce facteur devient central en gestion des risques, notamment afin de mieux cerner les incidences de la pauvreté, des inégalités sociales, sanitaires et économiques sur le territoire, surtout dans les zones les plus exposées qui deviendront peu ou non assurables, voire potentiellement non viables.
- **Encourager la gouvernance partenariale** à travers différentes perspectives et stratégies :
 - La **gouvernance collaborative** : l'ouverture et la transparence stimulent la collaboration entre la société civile et la population, en permettant de relier systématiquement les aléas et les données socioéconomiques;
 - La **mise en place de solutions sur le long terme** : les solutions basées sur la nature ou les solutions durables s'inspirant d'enseignements issus des modes de vie traditionnels, par exemple des Premières Nations;
 - L'**intégration de la gouvernance locale** : les ressources et capacités à faire face des municipalités doivent être renforcées avec le support du RIISQ (expertises et travaux scientifiques) pour répondre efficacement aux aléas;
 - La **prise en compte de variables qualitatives ou semi-quantitatives** : en intégrant tous les facteurs complexes de vulnérabilité et d'exposition dans les politiques de gestion des risques.
- **Améliorer la communication des risques** :
 - Restaurer le **dialogue direct avec la population** (du bas vers le haut) pour établir et maintenir la confiance;
 - Tenir compte de l'**évolution rapide des risques** : les risques systémiques étant dynamiques, leurs projections (versus les contextes historiques) sont à ajuster en permanence ou de façon régulière;
 - Tenir compte des **intérêts et besoins des populations** : afin de sortir de l'inaction, les stratégies de communication doivent intégrer les voies de changements et les solutions respectant les cultures et les croyances;
 - Investir dans la **recherche « formative »** qui éclaire les stratégies de communication et les contextes dans lesquels évoluent les décisions en matière de risque, et élabore comment les individus intègrent le risque.

Stratégie scientifique

La stratégie scientifique repose sur cinq priorités générales de recherche et interconnectées, et largement inspirées des initiatives de l'UNDRR (United Nations Office for Disaster Risk Reduction), notamment le [Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030](#), et des rapports spéciaux du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) sur la gestion des risques liés aux événements extrêmes et aux désastres (ex. [IPCC, 2012](#)). Ces axes généraux de recherche englobent les aléas, vulnérabilités et exposition vis-à-vis des risques d'inondations et de désastres (axe 1); les enjeux de gestion et de gouvernance (axe 2); les aspects biopsychosociaux (en particulier sanitaires et

économiques) (axe 3); la réduction des vulnérabilités au sein des individus, des organisations et des collectivités (axe 4); et la communication, outils d'aide à la décision, à l'adaptation et à la résilience (axe 5).

Chacun de ces axes fait appel à plusieurs disciplines et nécessite une intégration intersectorielle de plusieurs thèmes de recherche. Dans une logique de maintien et de renforcement des acquis, les axes de recherche du RIISQ demeurent constants depuis ses débuts.

Axe 1 - Facteurs de risque d'inondations et de désastres : Aléas, vulnérabilité et exposition

Les risques d'inondations et de désastres sont le résultat de la combinaison des aléas d'origine météorologique ou climatique, des facteurs de vulnérabilité et d'exposition des individus et de leur communauté, ainsi que des environnements naturels ou modifiés par les activités humaines. Afin de bien les identifier et les anticiper, il faut comprendre et prendre en considération les processus et les conditions dans lesquels ils se produisent, et évaluer comment cette combinaison de facteurs influence l'occurrence, la durée et la sévérité des différentes inondations.

Les risques dépendent de plusieurs facteurs, dont certains sont en évolution parfois rapide (ex., aléas hydrométéorologiques dans le contexte des bouleversements climatiques) ou profonde (p. ex., exposition liée aux aménagements dans les bassins versants ou à l'urbanisation) ou faisant intervenir des enjeux de développement économique et humain circonstanciels (ex., vieillissement de la population, inégalités sociales et sanitaires). L'ampleur et la vitesse des bouleversements en cours et à venir, à des échelles régionales ou locales, sont autant d'éléments à prendre en considération, nécessitant des observations hydrométéorologiques et psycho-socio-environnementales et des modèles (ex. météorologiques, climatiques, hydrologiques) de plus en plus sophistiqués.

Cela requiert une mise à jour régulière des informations et un développement continu des modèles (ex., couplés pour la prévision à des échelles journalières, saisonnières, voire multiannuelles) et le suivi régulier du degré d'exposition des communautés et des infrastructures sur l'ensemble du territoire. En améliorant les connaissances sur les multiples facteurs de risque et leur combinaison dans le temps et dans l'espace, incluant les effets dominos et les points de rupture, les travaux de cet axe permettront une évaluation plus précise des niveaux de risques d'inondations et leur mise à jour sur une base régulière. Ils permettront aux décideurs et décideuses de mieux comprendre comment la distribution des risques évoluera, favorisant de meilleures prévention et préparation aux inondations. Ils contribueront également à une meilleure planification de l'aménagement (axe 2), et à une évaluation plus précise des conséquences potentielles selon les zones exposées et le degré de vulnérabilité des populations affectées (axe 3). Ils aideront à la transformation de nos façons de faire dans une optique de développement durable, d'adaptation et de résilience (axes 4 et 5), et d'une gestion des risques plus proactive et éclairée (axe 5).

Axe 2 - Gestion et aménagement des territoires à risque d'exposition, enjeux de gouvernance et législation

Les instances gouvernementales pour la cartographie et les grandes orientations gouvernementales; les communautés métropolitaines et les municipalités régionales de comté (MRC), qui s'occupent aussi de la cartographie et de l'inscription des objectifs et des orientations gouvernementales dans leurs Plans métropolitains ou schémas d'aménagement; et, finalement, les villes et les municipalités (par l'adoption de règlements d'urbanisme pour gérer les plans d'occupation du sol). Ce système de gouvernance multiniveaux et multiacteurs et multiactrices (incluant les OBV) est complexe et devrait être analysé quant à son efficacité et ses lacunes, incluant le système de contrôle des usages du territoire qui doit être questionné et modernisé. Des travaux de recherche s'imposent afin d'actualiser le cadre de planification territoriale en prenant en compte les réalités spécifiques des territoires (gestion intégrée et adaptée). Les différentes parties prenantes ont besoin d'un soutien des chercheurs et chercheuses pour faire leur retour d'expériences afin de revoir leurs démarches planificatrices. Les défis de gouvernance sur le terrain peuvent être divisés en plusieurs blocs. D'une part, il y a tout ce qui concerne la prévention et l'approche prévisionnelle, ce qui comprend la planification.

Des actrices et acteurs situés dans différents postes et différentes administrations sont requis pour travailler de concert afin d'obtenir une planification stratégique partagée qui permet d'agir en amont et ainsi minimiser les souffrances, dommages et coûts résultant des inondations. Ensuite, il y a la gouvernance des opérations en situation d'urgence et celle qui concerne le rétablissement des personnes et des communautés. Le travail de cet axe doit en priorité s'occuper de ces activités avant les inondations, bien qu'il puisse aussi conduire à entreprendre des tâches durant et après les événements. La gouvernance de prévention met en jeu les pouvoirs et responsabilités des uns et des autres, ce qui entraîne parfois des conflits lorsque les responsabilités se recoupent, pouvant entraîner d'importants délais. La diversité des acteurs et actrices a pour corollaire l'éclatement et la dispersion des connaissances disponibles et une certaine incompréhension mutuelle. Il s'agira donc de comprendre les enjeux et de favoriser la communication, la collaboration et l'aide à la décision. L'aménagement du territoire et les stratégies associées à la planification des incertitudes constituent également un défi majeur. Des réflexions innovantes intégrant des méthodes d'aménagement durable telles que l'introduction d'espaces de liberté des cours d'eau multifonctionnels dans la planification ont le potentiel de favoriser la résilience. Ces espaces peuvent être conçus en intégrant des réflexions tant sur la fonction de paysage que sur la biodiversité. Il conviendra également de développer des outils législatifs associés aux stratégies de prévention et d'adaptation qui assureront leur faisabilité sur le terrain. Il faut bien saisir qu'étant donné le caractère hautement variable du climat et la très grande quantité de lacs et de rivières au Québec, il est fort probable que les écarts (étiages plus importants, pluies torrentielles, inondations hivernales, etc.) vont s'accroître si l'on maintient un cadre de planification urbaine traditionnel. Ici, les défis de l'interdisciplinarité se conjuguent à ceux d'une interprofessionnalité qui affecte la prise de décisions.

Axe 3 - Impacts biologiques, psychosociaux, sanitaires et économiques, et partage des coûts associés

Les inondations sont à l'origine de diverses répercussions négatives sur la santé physique (ex. problèmes respiratoires et cardiovasculaires), psychologique (ex., stress et chocs post-traumatiques, anxiété, dépression) et relationnelle des victimes (ex., vie familiale, sociale et professionnelle), de même que sur le dynamisme et le développement des organisations et des communautés (ex., endettement des municipalités et des ménages). En outre, plus la durée et l'ampleur des inondations sont importantes, plus grands sont les problèmes de santé mentale. Les répercussions des inondations peuvent perdurer et les caractéristiques de l'aléa, la gestion du sinistre et la satisfaction en ce qui a trait au soutien social reçu, sont des facteurs qui affectent la détresse des victimes. Les intervenantes et intervenants sont, elles et eux aussi, susceptibles de vivre des effets néfastes de ce type d'événement. Toutefois, il n'y a pas suffisamment de données récentes empiriques sur les conséquences des inondations au Québec, et des lacunes persistent en ce qui a trait au développement d'outils permettant aux autorités locales de déterminer rapidement et à faibles coûts les conséquences des inondations sur leur population.

Très peu d'études visent aussi à définir les interventions et les initiatives communautaires et publiques susceptibles de diminuer les risques de développer des problèmes post-désastre. Un des problèmes majeurs est que les spécialistes en sciences naturelles (ex., prévision des inondations), en ingénierie (ex., intégrité des infrastructures), en sciences actuarielles, économiques et politiques (ex., primes d'assurance) ne relient pas leurs travaux aux conséquences sanitaires et sociales des inondations. Inversement, les spécialistes en travail social, en psychologie ou en communication négligent souvent de prendre en compte dans leurs recherches, modèles, interventions et analyses, les connaissances développées par les collègues d'autres disciplines.

Pour ce qui est des indemnisations, les gouvernements assument en très grande partie la responsabilité financière des inondations. Avec l'objectif avoué de réduire les coûts des accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), le gouvernement fédéral entrevoit sa déresponsabilisation de l'indemnisation des sinistrés. Il importe donc d'étudier le partage des risques financiers entre les gouvernements, assurances, municipalités et personnes citoyennes pour les risques d'inondations sous différents angles : 1) responsabilité financière de l'augmentation des coûts liés aux bouleversements climatiques et des dommages aux propriétés situées dans les zones inondables non assurables; 2) mode de partage des risques financiers entre les municipalités et les personnes citoyennes; et 3) investissements dans les infrastructures. Les travaux de cet axe couvriront donc de façon intégrée l'ensemble des conséquences reliées aux inondations par l'utilisation de méthodes novatrices pour mesurer et décrire leurs effets.

Axe 4 - Transformation et réduction des vulnérabilités des individus, des organisations et des collectivités

La survenue d'inondations perturbe la vie des sinistrés, les organisations et la prestation des services municipaux, de santé et psychosociaux. Certains individus, par leur âge ou par leur condition sociale, économique ou de santé, sont plus à risque de subir des pertes matérielles et des blessures, de mourir ou de présenter des séquelles post-désastre. Pour leur part, les

organisations et les municipalités peu préparées à intervenir en raison de l'absence de plans de mesures d'urgence, de manque de ressources ainsi que de personnel expérimenté et formé à intervenir en cas d'inondations, sont également vulnérables. Parler de transformation et de réduction des vulnérabilités, c'est favoriser la résilience des individus, des organisations et des collectivités (IOC) à prévenir, à se préparer, à résister et à se reconstruire et se rétablir face aux inondations. Les IOC vulnérables sont donc plus à risque de ne pas recevoir les services qu'ils requièrent pendant la période d'application des mesures d'urgence, de ne pas utiliser des stratégies d'adaptation efficaces et de développer plus de problèmes post-désastres que ceux moins fragilisés par des facteurs organisationnels ou sociaux perturbateurs.

Dans un tel contexte, il s'avère pertinent d'identifier les divers facteurs personnels (ex., l'engagement citoyen), contextuels (ex., durée et étendue des dommages), organisationnels (ex., procédures d'indemnisation), sociaux (ex., capital social, réseautage social), technologiques (ex., infrastructures, systèmes d'alerte), environnementaux (ex., contamination), administratifs, économiques (ex., endettement, diversité économique) et politiques (ex., politiques en vigueur concernant l'aménagement du territoire) susceptibles de maintenir, d'exacerber ou de diminuer la vulnérabilité, la résilience et l'adaptation de la société québécoise aux inondations. Une attention doit aussi être portée aux facteurs psychologiques et sociopolitiques impliqués dans le processus décisionnel menant à l'adoption de comportements et pratiques d'adaptation. Les facteurs d'ordre collectifs touchant aux capacités des organisations, des communautés et des municipalités doivent aussi faire l'objet de recherches plus systématiques. L'état des connaissances quant à ces différents facteurs demeure le plus souvent limité, ce qui nuit à une mobilisation efficace des savoirs pour des politiques publiques et l'adaptation des services publics et communautaires. Les recherches de cet axe visent à développer des connaissances en vue de mieux élaborer et mettre en application des mesures destinées à rehausser les capacités d'adaptation des IOC en période de catastrophe, et prévenir l'aggravation de problèmes sociaux, économiques ou politiques préexistants, ou leur apparition par la suite. Pour réduire les divers facteurs de vulnérabilité et augmenter ou favoriser la résilience des IOC, la réalisation de recherches intersectorielles ainsi que des retours sur les expériences vécues auprès de diverses parties prenantes seront nécessaires.

Axe 5 - Gestion et communication des risques, outils d'aide à la décision, à l'adaptation et à la résilience

En vue d'amener des changements de comportement en lien avec l'adaptation aux inondations, cet axe vise à intégrer la conception et l'évaluation d'intervention de sensibilisation (ex., outils de communication des risques, programmes de formation continue, outils d'aide à la décision). Si la diffusion d'informations sur les risques d'inondations est un levier incontournable, il importe également de s'attarder aux mécanismes par lesquels cette information percole pour amener un changement de comportement chez une population ciblée (c.-à-d., adoption de comportements vers une action préventive), par exemple les attitudes et les croyances. La perception du risque et le changement d'attitude sont en effet des éléments à inclure dans un outil de sensibilisation/intervention pour favoriser des changements de comportement. Les concepteurs et conceptrices de tels outils peuvent intervenir sur trois éléments : 1) développer une attitude favorable; 2) percevoir une pression sociale à adopter; et 3) percevoir un plus grand contrôle sur le comportement. Afin d'augmenter les chances de réussite, il importe d'identifier lequel de ces trois éléments permet d'anticiper au mieux l'intention des individus. Les outils

devront cibler celui ou ceux qui possèdent le plus grand pouvoir prédictif. Il existe plusieurs stratégies pour favoriser un sentiment de contrôle sur le comportement et la perception d'une pression sociale à adopter, comme le modelage, la pratique dans des situations fictives, le témoignage de personnes influentes dans le milieu, l'homophilie entre intervenants, intervenantes et personnes visées par l'intervention, le recadrage cognitif des fausses croyances, etc. Il revient donc aux concepteurs et conceptrices de sélectionner celles qui semblent les plus pertinentes selon le contexte. Cet axe intégrera les connaissances issues des autres axes, afin de coconstruire et de proposer des stratégies de gestion, d'atténuation et d'adaptation des risques d'inondations en collaboration avec les décisionnaires ou les gestionnaires. Il comprendra également des travaux sur la communication des risques en tant que composante majeure de la gestion des risques et des crises, autant sur le plan opérationnel en situation d'urgence (pendant l'événement) qu'en matière de compréhension des enjeux (avant, pendant et après l'inondation).

Orientations stratégiques

Compte tenu de la stratégie scientifique élaborée précédemment, ainsi que de la mission et la vision du RIISQ qui est un réseau interuniversitaire et intermilieu, le plan stratégique du RIISQ s'articule autour de trois chantiers principaux :

Chantier 1 - Approche systémique et intersectorielle - risque d'inondation (stratégie multialéas)

Le 1^{er} chantier propose une approche systémique et intersectorielle du risque d'inondation et vise à développer une meilleure compréhension des interrelations entre les multiples aléas et risques qui y sont associés. Pour continuer à soutenir la recherche intersectorielle et répondre aux nouveaux enjeux technologiques et sociosanitaires, il s'agira de partir des travaux de recherche réalisés dans les dernières années pour lancer de nouveaux appels à projets et offres de bourses. Voici ses principaux objectifs :

- Développer et assurer une vision panoramique de la recherche financée par le RIISQ qui intègre : 1) une approche intersectorielle dans les objectifs et les retombées des travaux scientifiques proposés; et 2) une prise en compte de la dimension systémique des risques hydroclimatiques et des effets dominos associés; 3) l'implication des membres du RIISQ dans les cinq axes intersectoriels de recherche;
- Proposer des orientations au Comité scientifique en matière de recherches scientifiques reliées aux inondations et aux aléas associés, en termes de références et procédures assurant la rigueur scientifique des travaux réalisés;
- Assurer la mise en place d'une veille scientifique sur les inondations à travers le réseau académique québécois, via des antennes régionales du RIISQ en collaboration avec les acteurs et actrices de terrain, et répondant aux besoins des parties prenantes;
- Contribuer à renforcer le suivi et la surveillance des risques d'inondations, et la réduction des conséquences avec les autorités locales impliquées dans la prévention, la préparation, l'intervention et le rétablissement.

- Encourager les collaborations sur l'approche systémique et intersectorielle des risques d'inondation avec les ministères et organismes provinciaux et fédéraux, notamment en sollicitant des recommandations de leur part et en coordonnant leur participation à des groupes de travail et comités consultatifs;
- Déterminer les enjeux prioritaires (court et moyen termes) sur lesquels devraient porter les travaux correspondant aux besoins des municipalités, des municipalités régionales de comté (MRC) et des organismes de bassins versants (OBV), notamment par la mise sur pied, en collaboration avec le monde municipal, d'un incubateur de projets de recherche.

Chantier 2 - Mobilisation, valorisation et appropriation des connaissances

Les innovations collaboratives étant essentielles à une gouvernance efficiente de la gestion des risques en contexte de bouleversements climatiques, le 2^e chantier sur la mobilisation et le rayonnement des connaissances permettra aux acteurs et actrices du milieu, notamment au niveau local (municipalités et MRC), de bénéficier plus systématiquement des résultats de recherche sur les inondations. Voici ses principaux objectifs :

- Développer un plan de transfert de connaissances et de communication des connaissances scientifiques et pratiques afin de permettre leur valorisation et appropriation par les milieux preneurs avec l'aide des antennes régionales du RIISQ;
- Réaliser une synthèse régulière des connaissances développées par le RIISQ;
- Identifier les opportunités de financement et effets leviers avec les partenaires nationaux et régionaux afin de permettre le recrutement de courtiers des connaissances (synthèse et appropriation de celles-ci);
- Accompagner (ex., ateliers de transfert) les chercheuses, les chercheurs et les milieux preneurs, afin de permettre l'appropriation et l'adaptation des contenus selon les publics cibles, ainsi que la coproduction des connaissances pour un public diversifié;
- Appuyer la mise en place d'une plateforme digitale structurante en collaboration avec les instances universitaires et gouvernementales, visant l'accès libre et l'intégration des résultats de recherche (inondations);
- Encourager les collaborations en mobilisation, valorisation et appropriation des connaissances avec les ministères et organismes provinciaux et fédéraux, notamment en sollicitant des recommandations de leur part et en coordonnant leur participation à des groupes de travail et comités consultatifs;
- Tenir à jour l'inventaire des événements d'inondations et tout autre événement associé afin d'alimenter la plateforme structurante à partir des études de cas régionaux et locaux;
- Utiliser les retours d'expérience des municipalités faits à la suite des sinistres ou catastrophes soit en s'y associant, soit en les accompagnant, soit en recevant leurs rapports afin de cumuler les leçons apprises et en tirer des recommandations d'actions et des sujets de recherche prioritaires;

Chantier 3 - Formation professionnelle et académique

Dans un contexte de besoins multisectoriels, le 3^e chantier sur la formation de la relève, académique et professionnelle, permettra d'aller au-delà des disciplines et des secteurs de la société qui fonctionnent trop souvent en silo pour développer des espaces de collaboration en

généralisant des solutions nouvelles et innovantes face à des problèmes de plus en plus complexes. Voici ses principaux objectifs :

- Prioriser les besoins de formation professionnelle avec les acteurs et actrices du milieu (personnes utilisatrices de connaissances) et soutenir les chercheuses et chercheurs en vue de faciliter les initiatives de formation ciblée;
- Établir les besoins et définir les moyens nécessaires pour bonifier les programmes existants ou nouvellement développés au sein des établissements d'enseignement, et favoriser les approches intersectorielles et les collaborations interétablissements dans le domaine de la formation de la relève;
- Soutenir les initiatives de sensibilisation et d'éducation relatives aux bouleversements climatiques et à ses impacts dans le milieu de l'éducation (primaire à l'université en appui aux initiatives en cours et à venir);
- Organiser des écoles d'été en collaboration avec les réseaux universitaires définis en fonction des cinq axes de recherche;
- Encourager les collaborations pour la formation professionnelle et académique avec les ministères et organismes provinciaux et fédéraux, notamment en sollicitant des recommandations de leur part et en coordonnant leur participation à des groupes de travail et comités consultatifs.